



HAL
open science

Identité britannique et politique étrangère

Niaz Cary-Pernon

► **To cite this version:**

| Niaz Cary-Pernon. Identité britannique et politique étrangère. Doctorales 58, 2013, 1. hal-04808790

HAL Id: hal-04808790

<https://hal.science/hal-04808790v1>

Submitted on 28 Nov 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NoDerivatives 4.0 International License

LE NUMÉRIQUE > Édition en ligne > Doctorales > Les numéros > Histoire et imaginaire dans la construction des identités en Europe et dans le bassin méditerranéen >

Identité britannique et politique étrangère : l'exemple de la crise de Berlin 1948-49

Par Yeganeh Cary Pernon-Niaz, Études Montpelliéraines du Monde Anglophone (EMMA-E.A. 741), Université Paul Valéry-Montpellier III

Résumé : La politique étrangère peut être définie comme « l'instrument par lequel l'État tente de façonner son environnement politique international » (Frédéric CHARILLON, *Politique étrangère. Nouveaux regards*, 2002, p.13) pour défendre ses intérêts. La défense des intérêts nationaux reflète la perception du rôle qu'un État doit jouer sur la scène mondiale ; cette perception porte le poids des représentations, normes et valeurs et, à ce titre, la politique étrangère exprime l'identité nationale d'un pays. Si l'on étudie la politique menée par la Grande-Bretagne à travers la crise de Berlin 1948-49 en tant que premier affrontement majeur de l'après-guerre, il convient de voir ce que la défense des intérêts internationaux de ce pays révèle de son identité dans un monde bipolaire dominé par les États-Unis et l'URSS. Pour ce faire, nous analyserons le thème de l'identité britannique dans les discours des acteurs de la politique étrangère afin d'étudier son influence sur la gestion de cette crise. Puis, nous évaluerons l'impact de cet événement historique sur l'identité nationale et internationale de la Grande-Bretagne dans un nouvel ordre mondial.

Mots-clés : crise de Berlin 1948-49, politique étrangère britannique, identité (inter)nationale, intérêt (inter)national, perceptions et représentations, monde bipolaire

INTRODUCTION

Appliquée au champ d'étude de la politique étrangère, la notion d'identité britannique met en relation l'appartenance à une catégorie sociale définie par des règles et par certaines caractéristiques d'une part et des caractéristiques individuelles qui distinguent socialement un décideur politique et qui orientent son comportement en matière de politique étrangère d'autre part. Y a-t-il une adéquation totale, une identité, entre la Grande-Bretagne État et la Grande-Bretagne nation ? La notion d'identité nationale demeure, en effet, une idée complexe car elle soulève notamment la question de savoir ce qu'est la nation britannique. Devant ce vaste champ, nous partons du postulat que, dans un État démocratique, les idées personnelles d'un décideur dans le domaine des relations internationales ne peuvent compter que dans la mesure où leur signification est partagée par les membres de son groupe, de la société et de l'État. Comment l'identité britannique s'exprime-t-elle alors sur la scène mondiale ? La politique étrangère peut être définie comme « l'instrument par lequel l'État tente de façonner son environnement politique international [1] ». Façonner dans quel but ? À cette interrogation omniprésente dans toutes les analyses de politique étrangère, répond souvent un concept clef : celui, pour un pays, de défendre ses intérêts. La défense des intérêts nationaux reflète la perception du rôle qu'un État doit jouer sur la scène internationale ; cette perception porte le poids des représentations, normes et valeurs et, à ce titre, la politique étrangère exprime l'identité nationale d'un pays.

La crise de Berlin 1948-49 est le premier affrontement majeur de l'après-guerre ; son analyse permet de voir ce que la défense des intérêts nationaux et internationaux de la Grande-Bretagne révèle de l'identité britannique dans un nouvel ordre mondial dominé par les États-Unis et l'URSS. Peut-on établir l'identité, c'est-à-dire la désignation exacte, des décideurs de l'État britannique qui ont traité la crise de Berlin ? Quelles sont les perceptions identitaires véhiculées dans la gestion de cette crise ? Enfin, quel est l'impact de cet événement historique sur l'identité nationale et internationale de la Grande-Bretagne dans un nouvel ordre mondial ?

Identité des acteurs de l'État britannique lors de la crise de Berlin 1948-49

La politique étrangère est-elle seulement une affaire de relations entre le gouvernement britannique et les autres gouvernements ? Quels acteurs de la politique étrangère doit-on prendre en compte pour établir une « carte d'identité » de l'État britannique gérant la crise de Berlin ? La multiplicité des instances impliquées dans la gestion de cette crise nécessite d'opérer un choix ; notre étude sera centrée sur les représentants officiels car ils restent, pendant la période étudiée, les principaux pôles d'autorité politique.

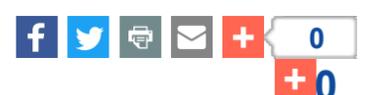
Une première analyse doit focaliser son attention sur les relations diplomatiques officielles et sur le jeu des « Princes [2] ». L'État est personnifié et incarné par le Premier ministre



Dans la même rubrique :

- [Introduction](#)
- [Éditeurs et coordonnateurs](#)
- [Les historiens français du XIX^e siècle face au Risorgimento : regards sur l'autre et discours sur soi aux temps de l'affirmation des identités nationales \(1848-1914\)](#)
- [Construction des identités dans des Communautés Autonomes sans nationalité en Espagne : l'exemple de l'Andalousie](#)
- [Identité britannique et politique étrangère : l'exemple de la crise de Berlin 1948-49](#)
- [Culture européenne et construction identitaire en Haïti : filiation historique et différence anthropologique des pratiques et des représentations](#)
- [Anne de Rulman \(1582-1632\) et l'ère des antiquaires : la quête du passé ou l'élaboration d'une identité « française ».](#)
- [Sicilianisme, sicilitude, sicilianite ou l'histoire d'un lexique identitaire](#)
- [Le roman algérien : Un espace de questionnement identitaire](#)
- [La quête de l'identité artistique dans les méandres de l'histoire - Étude à partir des pièces de Wadji Mouawad, auteur et metteur en scène contemporain](#)

Rechercher



Partager

ATTLEE ou par le Secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Ernest BEVIN.

D'un point de vue événementiel, quelques éléments montrent néanmoins que ce premier niveau d'analyse souffre de quelques imperfections. Après la Seconde Guerre mondiale, les Alliés occupent chacun une zone en Allemagne et un secteur dans la ville de Berlin, qui est entièrement en zone d'occupation soviétique. En juin 1948, il est prévu que les Occidentaux unifient leur zone d'occupation et qu'ils y introduisent une réforme monétaire. À partir de mars 1948, l'URSS coupe progressivement les voies de liaison ferroviaires et routières entre le secteur occidental de Berlin et l'Allemagne occidentale et ce blocus devient total le 24 juin 1948. Il s'agit d'isoler Berlin-Ouest du monde occidental et de contraindre les Alliés à quitter la ville de Berlin pour permettre son intégration à la zone soviétique. Les Occidentaux ripostent en organisant un ravitaillement par la voie des airs, ce qui donne naissance à l'expression « pont aérien ». Le blocus est levé le 12 mai 1949.

La crise de Berlin 1948-49 relève de la politique étrangère britannique et donc du Ministère des Affaires Étrangères, mais de par sa gestion en tant que zone d'occupation par un gouvernement militaire, elle fait intervenir le Bureau de la Guerre. De plus, le ravitaillement de la ville de Berlin par les voies aériennes nécessite la prise en considération des Ministères de l'Air et de l'Aviation. Le personnel politique, diplomatique, militaire et administratif est, par conséquent, issu de plusieurs ministères. Chacune de ces instances possède une cellule européenne et une cellule allemande avec leur propre fonctionnement. À cela, il faudra ajouter le rôle du Trésor de Sa Majesté qui octroie le budget nécessaire (pour le maintien du personnel, la logistique, la défense).

De plus, l'analyse des sources primaires montre que, tout au long de la crise, interviennent les structures quadripartites (*Kommandantura* Interalliée, Comité de Coordination, Conseil de Contrôle), gouvernementales (Conseils des Ministres des Affaires Étrangères, Comité de Londres) et internationales (Organisation des Nations Unies).

La politique étrangère britannique relève essentiellement du pouvoir exécutif, en l'occurrence du Premier ministre et de son Cabinet ; néanmoins, elle ne se fait pas uniquement dans la seule enceinte d'un ministère des Affaires étrangères ou du Cabinet. BEVIN y fait régulièrement des communications sur la situation internationale et sur la crise de Berlin ; mais, en réalité, la plupart des décisions sont prises en amont, dans un réseau de relations formelles et informelles, ainsi que l'attestent de nombreuses entrevues entre les conseillers politiques et les différents ministres. Tout cela relève d'un processus de décision en matière de politique étrangère. Les débats sur la gestion de la crise ont lieu au sein du gouvernement, au sein du parlement, au sein de l'appareil politique avec les groupes ministériel, parlementaire ou issu du parti travailliste ou d'autres organisations affiliées. Chacune de ces entités interagit et a la possibilité d'exercer une pression sur les décideurs pour défendre des intérêts. La situation à Berlin a des répercussions sur le parti travailliste : elle ouvre rapidement les yeux des activistes de l'aile gauche du parti qui, à l'instar de BEVIN, ne cessaient de critiquer la politique étrangère du pays (critiques inspirées par l'antiaméricanisme de certains travaillistes ou par des membres prosoviétiques, causant ainsi de vifs débats au sein de l'appareil) : ils rallient le point de vue de BEVIN ou bien ils sont extrêmement minoritaires. En juillet 1948, le Conseil National du parti travailliste adopte une résolution affirmant que « l'affaire de Berlin soumet aujourd'hui le monde démocratique à l'épreuve morale la plus redoutable qu'il ait connue depuis l'époque de Munich [3] 1948. ».

La crise contraint, d'autre part, les Britanniques à modifier leur politique vis-à-vis de l'Allemagne : les Allemands passent d'un statut d'ennemi, dont les territoires sont occupés, à celui d'un peuple partenaire qu'il faut extirper des griffes de la puissance soviétique.

On peut, par conséquent, parler d'identités au pluriel des décideurs de l'État britannique et il convient de voir cette politique étrangère comme un processus au cours duquel les diverses forces de l'appareil de l'État débattent. Quelle est alors la perception de chacune de ces forces sur la crise de 1948-49 ?

Perceptions identitaires et organisations étatiques

L'étude de la perception de chacune des entités étatiques sur la crise de Berlin 1948-49 met en évidence un Ministère des Affaires Étrangères prévalent, avec la figure de proue que représente BEVIN. Sous son influence, le Cabinet puis le gouvernement britannique adoptent « une ligne dure [4] ». Ernest BEVIN tient le même langage aux Communes. De plus, CHURCHILL lui apporte son soutien et compare l'abandon de Berlin à l'apaisement de Munich [5] . Il existe sur cette crise un accord bipartisan : les conservateurs appuient les travaillistes. On peut parler d'identité de vues entre travaillistes et conservateurs. Pour souligner cette entente, Anthony EDEN se rend le 14 juillet 1948 à Berlin et rassure les Berlinoises en précisant que l'opposition anglaise est, sur la question allemande, en plein accord avec la politique du gouvernement britannique. Au retour de son voyage en Allemagne, il publie dans *The Daily Telegraph* un article appelant à résister à la pression soviétique [6].

Le gouvernement cherche également le soutien identitaire du Commonwealth : CHIFLEY, Premier ministre d'Australie de juillet 1945 à décembre 1949 et EVATT, son Ministre des Affaires étrangères de 1941 à 1949, effectuent début juillet une tournée européenne ; ils se rendent à Londres et à Berlin et EVATT précise que le « gouvernement australien est tenu informé des développements de la situation par le gouvernement du Royaume-Uni [7] ». Il faut signaler que l'Australie participe au pont aérien de Berlin par l'intermédiaire de la *Royal Australian Air Force* qui transporte en treize mois 70.000 passagers et 7.000 tonnes de marchandises.

Dès l'origine de la crise berlinoise, la position est clairement définie au sein du Ministère des Affaires Étrangères : il est recommandé d'entamer des conversations uniquement sur le plan local afin de ne point remettre en cause le programme allemand des Occidentaux suite aux recommandations de Londres [8] ; ROBERTSON, le gouverneur militaire britannique en Allemagne, et son conseiller politique Christopher STEEL adoptent scrupuleusement la position de leur gouvernement et expriment une « ferme volonté de tenir [9] ». Cette position restera inchangée tout au long de la crise. Mais cela ne signifie nullement qu'il y ait unanimité ni entre les ministères, ni entre les instances gouvernementales, ni même à l'intérieur d'une même organisation étatique. Lorsque, par exemple, entre août et septembre 1948 les Occidentaux s'interrogent sur la tactique à suivre pour obtenir la levée du blocus, le gouvernement britannique ne néglige aucune ouverture que les Soviétiques laissent entrevoir, subissant parfois la position américaine : il envoie des notes diplomatiques à Moscou et accepte, difficilement, une démarche directe préconisée par les Américains auprès du Kremlin le 2 et le 23 août 1948. La politique étrangère britannique se caractérise par conséquent par la « fermeté dans la réconciliation [10] ». Mais il se heurte à un blocage total, les Soviétiques et les Occidentaux, autrefois alliés, défendent des points de vue qui, loin d'être identiques, paraissent irréconciliables.

À partir de septembre 1949 et surtout lorsque les Occidentaux portent l'affaire de Berlin devant les Nations Unies, non sans l'opposition conjuguée des Anglais et des Français à cette initiative américaine, des voix aux accents pessimistes se font alors de plus en plus entendre : ROBERTSON souligne que le pont aérien « ne peut être maintenu indéfiniment [11] » et dès septembre, il ne se fait aucune illusion et considère que « l'hiver sera dur [12] ». D'autre part, Roberts, le secrétaire privé et le représentant personnel de BEVIN à Moscou en l'absence d'ambassadeur britannique, exprime ses doutes quant au maintien de l'occupation de Berlin par les puissances occidentales (« l'intention russe est beaucoup moins d'aboutir que de faire traîner les choses et d'atteindre la mauvaise saison [13] »).

En fait, le gouvernement militaire et les conseillers politiques britanniques doivent faire face aux problèmes quotidiens et prennent en compte une situation locale avec une organisation logistique complexe et des points de vue divergents entre Américains et Britanniques : ROBERTSON exprime, à plusieurs reprises, que les estimations américaines du ravitaillement par les airs sont irréalistes, irresponsables, irréalisables quotidiennement et, par conséquent, erronées ; de nombreux désaccords opposent ainsi le commandant britannique HERBERT et son homologue américain HOWLEY à ce sujet [14]. En effet, les Britanniques et les Américains à Berlin ne partagent pas les mêmes perceptions du peuple allemand : les premiers doutent de la sincérité des Allemands à être capables de s'investir dans une démocratie à cause de l'histoire et des traditions de ce pays ; ils pensent donc qu'une mauvaise condition économique de Berlin incitera les habitants de la ville à tomber dans le piège du communisme. Pour les Américains, en revanche, si les Berlinoises ne résistent pas au communisme, cela signifie qu'ils sont aussi « mauvais » que les communistes et que, par conséquent, ils ne méritent pas d'être secourus. Le blocage des négociations avec les Russes inquiète donc les Britanniques, ce qui laisse poindre dans leurs correspondances des accents pessimistes. Il est à noter que la vision, jugée défaitiste, des experts locaux dans les documents officiels est soumise à une diffusion restreinte, car BEVIN craint que cela ne se propage à l'ensemble du personnel du Ministère des Affaires Étrangères [15]. Il fait preuve d'une constance absolue et ferme quant à la nécessité de rester à Berlin et sa vision politique l'emporte là où des questions sécuritaires, logistiques, voire idéologiques sont soulignées par les officiers. BEVIN apparaît comme une figure fédératrice et négociatrice. À travers lui, l'État britannique gère l'interaction entre ses propres intérêts nationaux dans une relation de rivalité ou d'alliance avec les Américains d'une part ; sa politique étrangère procède, d'autre part, d'une interaction entre différentes bureaucraties. Loin d'être un acteur monolithique, l'État britannique est composé de plusieurs lieux de pouvoir, d'analyse et de décision, qui ne portent pas toujours la même appréciation sur la crise de Berlin. À la suite d'un processus de discussion, d'échange, voire de confrontation ou de « marchandage », le résultat final est en fait le fruit de compromis et d'arbitrage entre différentes organisations gouvernementales. Cette démarche peut être observée lorsque BEVIN doit, pour obtenir de l'argent, mener des négociations avec le chancelier de l'Échiquier, très hostile en raison du coût que le pont aérien impose à une économie britannique en grande difficulté [16].

De plus, suite aux nombreux échanges avec le gouvernement militaire en Allemagne soulignant la nécessité d'augmenter l'aide à la population berlinoise, BEVIN, qui a activement œuvré pour la mise en place du pont aérien, intensifie ses démarches auprès des Américains pour obtenir davantage de moyens pour le bon fonctionnement du pont. En automne 1948, celui-ci se transforme en une vaste entreprise employant environ 50.000 personnes, dont 54 % d'Allemands. Son développement améliore les conditions de vie des Berlinoises. Certes, le pont ne peut apporter assez de charbon pour assurer aux Berlinoises un confort suffisant, car la vision morale américaine du pont aérien s'impose aux dépens de la vision pragmatique de la Grande-Bretagne [17], mais les températures sont clémentes pour la saison et cet hiver est loin d'être aussi rigoureux que les deux premiers de l'après-guerre. Les Occidentaux réussissent à briser le blocus. Le rôle que BEVIN a pu jouer pour le bon déroulement et le maintien du pont s'avère une réussite politique et stratégique qui sauve Berlin. Cependant, même si à partir de la fin du mois d'avril, des rumeurs de plus en plus insistantes circulent sur la levée probable du blocus, BEVIN reste extrêmement prudent, provoquant parfois l'agacement américain. C'est ainsi qu'il annonce la fin du blocus au Cabinet seulement en juillet 1949. Il recommande de pouvoir mettre en place « un pont capable de fonctionner dans sa capacité maximale dans les 90 jours si cela s'avérait nécessaire [18] » car il précise que les Russes « ont signé en Allemagne un armistice et non un traité de paix [19] ». Il érige le cas berlinois en un symbole politiquement identitaire

des ambitions internationales de la Grande-Bretagne.

Impact de la crise de Berlin sur l'identité internationale de la Grande-Bretagne

Un bref rappel historique nous renseigne sur les ambitions internationales du gouvernement britannique. La Deuxième Guerre mondiale s'achève en 1945 avec la victoire de l'Alliance. La Grande-Bretagne sort victorieuse certes mais affaiblie de la guerre ; elle est soumise à la débâcle économique. La livre sterling n'est plus la monnaie des échanges internationaux, les réserves d'or et de devises ont fondu ; le pays, ruiné, dépend pour vivre d'énormes prêts consentis par les États-Unis ; quant à son Empire colonial, il vacille. En 1947, l'Inde et le Pakistan deviennent indépendants et la Grande-Bretagne se sépare ainsi de la colonie à laquelle elle était le plus attachée, le « joyau de la couronne », selon l'expression consacrée. Le 29 novembre 1947, la majorité des 2/3 sur la division de la Palestine est obtenue à l'Organisation des Nations Unies et le 15 mai de l'année suivante, la Grande-Bretagne se retire définitivement de la Palestine. Ceylan et la Birmanie suivront en 1948.

Cependant, à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale, la Grande-Bretagne jouit d'un statut international considérable, car le pays a été pendant le conflit le centre de la Grande Alliance : c'était le centre militaire des Alliés et le pays a hébergé de nombreux mouvements et gouvernements européens. La Grande-Bretagne participe également à toutes les grandes réunions de la guerre. Elle termine donc le conflit dans le clan des triomphateurs. Cette victoire éclatante justifie que CHURCHILL siège à Yalta en février 1945, aux côtés de STALINE et de ROOSEVELT, en tant que « troisième grand » appelé à décider du sort du monde. En outre, la Grande-Bretagne assiste à la conférence de Potsdam, au procès de Nuremberg et, à l'ONU, elle est l'un des cinq membres permanents avec un droit de veto.

En résumé, si après la Deuxième Guerre mondiale la Grande-Bretagne jouit du prestige d'avoir été le seul pays à avoir lutté du début jusqu'à la fin de la guerre contre HITLER, le prix à payer a été élevé. Le gouvernement travailliste, qui remporte en juillet 1945 une victoire historique d'une ampleur inattendue, se trouve sur la scène mondiale avec des marges de manœuvre différentes de celles d'avant. Sa force est dépassée par la puissance des États-Unis et par celle de l'URSS. L'Europe et le monde sont progressivement divisés en deux camps, celui de l'Est dirigé par l'Union Soviétique et celui de l'Ouest autour des États-Unis. La planète entre dans une nouvelle phase des relations internationales, marquée par la rivalité des deux camps. Quel rôle est-il donné à la Grande-Bretagne de jouer au sein de ces tensions bipolaires ?

Quelques extraits de discours sur le rôle international de la Grande-Bretagne nous fournissent des éléments de réponse. Le premier concerne le manifeste électoral du parti travailliste en 1945, *Let Us Face the Future*. En tant que document donnant les grandes lignes politiques d'un parti qui souhaite gouverner, il est essentiellement centré sur la politique intérieure. Lorsqu'il se réfère à la situation internationale, il mentionne des généralités : la guerre se poursuit et il faut s'assurer que l'avenir ne soit pas similaire à la période de l'entre-deux-guerres. Ces quelques considérations s'avèrent indispensables dans le cadre d'un programme politique lors des élections avec un conflit de grande ampleur en guise de toile de fond. Un deuxième événement, en revanche, nous renseigne davantage sur la position de la Grande-Bretagne peu après la prise de pouvoir du parti travailliste, qui place désormais la situation internationale au centre de ses préoccupations. En décembre 1946, Bevin rappelle que Londres cherche à incarner « une troisième voie entre le capitalisme sauvage des États-Unis et le communisme soviétique [20] », dans une perspective de paix et de coopération. Mais une telle approche s'avère très vite intenable : les relations confiantes avec Moscou se soldent par un échec, car l'URSS est très vite perçue comme une entité cherchant à élargir sa sphère d'influence. La sphère communiste et l'idéologie du socialisme stalinien deviennent des ennemis à contenir, voire à combattre. Cette vision géopolitique, qui est corroborée tout au long de la gestion de la crise de Berlin au sein des diverses organisations ministérielles et dans les correspondances avec les Américains, est dans la stricte lignée d'un discours emblématique de BEVIN au Parlement en mai 1947, dans lequel il est dit que la Grande-Bretagne n'a pas cessé d'être une Grande Puissance, et ce, alors que la situation sur le plan intérieur (crise économique, dévaluation, rationnement) et sur le plan international (avec l'Inde et la Palestine) semble témoigner de son déclin :

We regard ourselves as one of the Powers most vital to the peace of the world, and we still have our historic part to play. The very fact that we have fought so hard for liberty, and paid such a price, warrants our retaining this position ; and indeed, it places a duty upon us to continue to retain it. I am not aware of any suggestion, seriously advanced, that, by a sudden stroke of fate, as it were, we have overnight ceased to be a Great Power. [...] I must say, it has never occurred to His Majesty's Government, nor, I believe, to the British people, to apply for a receiving order in bankruptcy [21].

Si le discours de BEVIN met en lumière la perception de l'État britannique de son rôle dans le monde, il souligne néanmoins que sa position est fragilisée et qu'il traverse une crise identitaire internationale. Il est désormais nécessaire de justifier et de promouvoir la place de la Grande-Bretagne dans le monde. Cela reflète également la conviction que l'état de délabrement intérieur sur le plan économique et l'ébranlement de l'Empire n'ont en rien inhibé le désir du pays d'être présent sur la scène internationale : en effet, il a le sentiment de participer à une noble tâche, celle de la construction de l'avenir du monde, même si le fardeau de cette politique de maintenir son rang est lourd, car le gouvernement doit allouer à la défense un budget conséquent. Mais la Grande-Bretagne jouit, dans les années 1940, d'un prestige international que les dirigeants britanniques glorifient. Leurs perceptions et

croyances ne concordent certes pas avec la situation financière et économique du pays mais, après avoir participé au gouvernement de coalition de CHURCHILL durant la guerre, ni BEVIN ni ATTLEE ne peuvent admettre le déclin de leur pays et pensent que celui-ci est provisoire.

Le blocus de Berlin est une occasion pour l'État britannique de mener une politique de puissance dans un nouveau contexte. De plus, après le « coup de Prague » en février 1948 et lors de la crise de Berlin 1948-49, Londres a déjà choisi son camp, celui du « monde libre » dirigé par les États-Unis. Ce choix stratégique planétaire est sous-tendu par la croyance à une large capacité d'intervention et d'influence sur le monde occidental et sur son leader américain, car la Grande-Bretagne a son expérience et ses relations diplomatiques, sans oublier sa force militaire ; forts de leurs atouts, les Britanniques entendent consolider leur « relation spéciale » avec les États-Unis, les nouveaux maîtres du monde. Cette démarche de constitution identitaire autour d'un axe commun se reflète dans la campagne menée par le biais du département de recherche de renseignements (*Information Research Department*) à partir de 1948. En effet, le gouvernement travailliste soutient fermement la guerre froide et se fait l'avocat international de la liberté contre le « totalitarisme » soviétique, de la « civilisation contre la barbarie [22] ».

Cependant, l'étude de la crise de Berlin montre que si l'on peut parler, dans une large mesure, d'un partenariat de puissance à puissance lors des négociations diplomatiques, l'état de faiblesse économique et financière de la Grande-Bretagne place la « relation spéciale », cette nouvelle identité que l'on veut développer, dans une position d'inégalité : pour preuve, les négociations secrètes entamées entre Américains et Soviétiques à partir de février 1949 pour parvenir à une solution de la crise de Berlin, les Américains faisant montre davantage d'une attitude de conciliation que les Britanniques ; ces derniers ne sont pas informés de leur déroulement. Un autre exemple de cette relation inégale réside dans l'autorisation accordée par le Cabinet en juin 1948, avec le concours de BEVIN, d'utiliser les bases britanniques pour les bombardiers américains prêts à porter le feu atomique chez l'ennemi. En janvier 1948, la Grande-Bretagne a accepté de renoncer à son droit de veto sur l'utilisation de l'arme atomique par les Américains, droit obtenu lors de l'accord de Québec en août 1943 ; cependant, six mois plus tard, les B29 reçoivent le droit de stationner sur son sol. BEVIN, en grand stratège, tente de transformer cette infériorité en tactique : la dimension psychologique de la bombe atomique, que seuls les Américains possèdent encore jusqu'en août 1949, s'est avérée importante dans la gestion du blocus de Berlin. BEVIN reste, néanmoins, très prudent (surtout au début, car il redoute qu'une nouvelle guerre éclate à cause de Berlin) et n'hésite pas à demander à ses partenaires d'épuiser toutes les solutions diplomatiques afin de pouvoir défendre une attaque éventuelle auprès d'une opinion publique qui craint de plus en plus un conflit armé susceptible d'embraser toute la planète. La peur et la propagande fonderont également sa vision politique. BEVIN militera ainsi pour que des liens très forts – dans le cadre de l'OTAN dont il est l'un des grands promoteurs – arriment l'Angleterre aux États-Unis même s'il admet ponctuellement la nécessité d'alliances militaires avec l'Union de l'Europe Occidentale (1948) et surtout avec le Conseil de l'Europe (1949).

Conclusion

La crise de Berlin 1948-49 est ainsi significative de la politique étrangère de la Grande-Bretagne, car elle permet de voir la manière dont les protagonistes britanniques entendent promouvoir la position internationale de leur pays. Ils utilisent successivement ou simultanément tous les moyens tactiques pacifiques, l'attente, la négociation, l'appel à des tiers (l'ONU) et la riposte sous forme de représailles éventuellement nucléaires, tout en restant d'une fermeté absolue. Comme le signale BEVIN en février 1949, il faut « résoudre le problème berlinois et non conclure un accord avec l'Union Soviétique [23] ». La vision inchangée de BEVIN qui s'impose aux différentes instances organisationnelles tout au long de la gestion de la crise de Berlin consiste en sa capacité à ne pas négliger l'étendue des risques qu'encourent les Britanniques, écoutant les voix discordantes émanant notamment des officiels à Berlin ; la vulnérabilité de la situation et les risques de guerre ne sont, en effet, jamais écartés. BEVIN tente également d'exploiter tous les moyens diplomatiques, politiques, militaires, logistiques dont le gouvernement britannique dispose pour y faire face. Mais la Grande-Bretagne en tant que puissance moyenne économiquement est placée face à la domination américaine et russe et tente de redéfinir sa politique étrangère à travers les nouveaux modes d'action politiques. Comme un lieu d'expression de la souveraineté nationale, la politique étrangère britannique exprime cependant une souveraineté identitaire limitée et se résume à une seule posture possible : être avec les États-Unis et donc contre l'URSS.

La crise de Berlin est significative, car elle révèle la politique étrangère britannique, marquée par la rupture mais aussi par la continuité identitaire avec les autres acteurs internationaux. Pour faire face à la rupture avec un statu quo et à la remise en cause d'un état d'équilibre dues à un nouvel ordre mondial, l'État britannique avec ses perceptions quant aux menaces, aux dangers et aux risques doit prendre des décisions dans une atmosphère d'inquiétude et de rivalités avec les Russes mais également avec les Américains, et peut encore revendiquer, en partie, le monopole de l'action internationale.

Bibliographie essentielle

Sources primaires - Archives du *British Labour Party*, 1948-49.

► Archives du *Cabinet*, 1948-49.

► Archives ministérielles : Ministères de l'Air, des Affaires étrangères, de l'Aviation et du Bureau de la Guerre, 1948-49.

- ▶ Archives du Trade Union Congress, 1948-49.
- ▶ *British Zone Review*, 1948-49.
- ▶ *Documents on British Policy Overseas*, series 3, volume 6. *Berlin in the Cold War, 1948-90*.
- ▶ *House of Commons Debates*, series 5, 1948-49.
- ▶ *Monthly Report of the Control Commission for Germany (British Element)*, 1948-49.

Sources secondaires

- ▶ BUFFET, C., *Le Blocus de Berlin : les alliés, l'Allemagne et Berlin 1945-1949*, S.I., s.n., 1987, 1474 p.
- ▶ CHARILLON, F., *Politique étrangère. Nouveaux regards*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002, 438 p.
- ▶ DOUGLAS, R.M., *The Labour party, nationalism and internationalism, 1939-51*, Londres, Routledge, 2004, 299 p.
- ▶ KENNEDY, P.M., *The Realities behind diplomacy : background influences on British external policy, 1865-1980*, Londres, Fontana Press, 1985, 416 p.
- ▶ KISSINGER, H., *Diplomacy*, New York, Simon & Schuster, 1994, 912 p.
- ▶ OVENDALE, R., *The Foreign policy of the British labour governments, 1945-51*, Leicester, Leicester University Press, 1984, 198 p.
- ▶ PELOW, E., « The Role of Britain in the Berlin airlift », *The Journal of the Historical Association*, vol. 95, avril 2010, p. 207-224.
- ▶ SANDERS, S., *Losing an empire, finding a role : British foreign policy since 1945*, Londres Macmillan, 1990, 349 p.
- ▶ SHLAIM, A., « Britain, the Berlin blockade and the cold war », *International Affairs*, vol. 60-1, 1983/84, p. 1-14.
- ▶ TURNER, I.D. ed., *Reconstruction in post-war Germany : British occupation policy and the Western zones, 1945-55*, Oxford, Berg, 1989, 421 p.
- ▶ VICKERS, R., *The Labour and the world. The Evolution of labour's foreign policy, 1900-51*, Manchester, Manchester University Press, vol. 1, 2003, 232 p.

[1] Frédéric CHARILLON, *Politique étrangère. Nouveaux regards*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002, p.13

[2] Henry KISSINGER, *Diplomacy*, New York, Simon & Schuster, 1994, 912 p.

[3] *The Archives of the British Labour Party, National Executive Committee*, 27 juillet

[4] *British Cabinet Minutes*, CAB 128/13 CM(48) 5, 26 juillet 1948.

[5] Robert Rhodes JAMES ed., *Winston S. CHURCHILL : His complete speeches 1897-1963*, Londres, Chelsea House Publishers, 1974, vol. 7, p. 7708-11.

[6] *The Daily Telegraph*, 26 juillet 1948.

[7] Thomas Bruce MILLAR, *Australia in peace and war – external relations 1788-1977*, Londres, C. Hurst and Co Publishers, 1978, p.222.

[8] *British Cabinet Minutes*, CAB 128/13 CM(48) 44, 28 juin 1948.

[9] ROBERTSON à Strang, 12 août 1948, FO 800/467 Ger 48/51.

[10] Cyril BUFFET, *Le Blocus de Berlin : les alliés, l'Allemagne et Berlin 1945-1949*, S.I., s.n., 1987, vol. 2, p.865.

[11] ROBERTSON au Foreign Office, 10 août 1948, FO 800/467 Ger 48/46.

[12] *ibid.*

[13] ROBERTSON au Foreign Office, 8 août 1948, FO 371/70506 C6441.

[14] ROBERTSON au Foreign Office, 30 septembre 1948, FO 944/717 56C.

[15] Avi SHLAIM, « Britain, the Berlin blockade and the cold war », *International Affairs*, vol. 60-1, 1983/84, p. 1-14.

[16] *Foreign Office au Treasury*, 7 octobre 1948, FO 944/1045 28A.

[17] Emma PELOW, « The Role of Britain in the Berlin airlift », *The Journal of the Historical Association*, vol. 95, avril 2010, p. 207-224.

[18] *British Cabinet Minutes*, CAB 128/16 CM(49) 46, 18 juillet 1949.

[19] *ibid.*

[20] Cité par François-Charles MOUGEL, *Histoire du Royaume-Uni au XX^e siècle*, Paris, PUF, 1996, p. 414.

[21] *House of Commons Debates*, 16 mai 1947, series 5, vol. 437 , col. 1965.

[22] Cité par Frances Stonor SAUNDERS, *Who paid the piper ? The CIA and the cultural cold war*, Londres, Granta Books, 1999, p. 69.

[23] Ernest BEVIN Memo, CAB 130/38, GEN 241/4, 4 février 1949.

© MSH-M 2006-2017

Doctorales. Revue LLA-SHS des étudiants des ED58 & ED60 de Montpellier
Doctorales est soutenue et hébergée par la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier

Site conçu par la MSH-M

17 rue Abbé-de-l'Épée — 34090 Montpellier — France
msh-m.fr - contact@msh-m.org

